Des militants radiés de la France insoumise pour avoir organisé une réunion sur le communautarisme

écrit par Antiislam | 29 novembre 2018

La « France Insoumise » de Mélenchon, sous la dictature des Gauchistes bobos mulitucultis et racialistes est devenue une maison de fous.

Hier nous évoquions le départ d'un de ses membres, Djordge Kumanovic.

Voici maintenant que le dictateur Mélenchon exclut de son mouvement tout un groupe de militants.

Leur crime : être laïques de tradition républicaine et être, donc , contre l'intrusion de la religion dans le politique.

Et logiquement de dénoncer l'entrisme islamique dans les syndicats et entreprises.

A la RATP, par exemple.

Combat, d'ailleurs, que Ghislaine Dumesnil a mené courageusement avant eux.

https://ripostelaique.com/livres/176149

Ce qui l'a fait passer pour une « facho » (sic).

Cerise sur le gâteau, ces militants de la France Insoumise sont majoritairement algériens et savent, donc, de quoi ils parlent quand ils parlent d'islamisme.

Ben, non, ils doivent subir les accusations de racisme (!!) et l'arrogance des petits commissaires politiques bobos de la France Insoumise.

Mention spéciale pour Gérald Briant adjoint (PCF) de la mairie du XVIIIème qui aurait très bien fait, malgré son tout petit rôle dans la politique, un treizième gus pour le livre de Pierre :

https://ripostelaique.com/gauche-putain-de-lislam-de-pierre-cassen-decouvrez-les-douze.html

[Exclu] Un groupe de militants radié de la France insoumise pour avoir organisé une réunion sur le communautarisme

Par Hadrien Mathoux

Publié le 28/11/2018 à 10:0
Très engagé dans la défense de la laïcité, le groupe d'appui parisien de la France insoumise « JR Hébert » a disparu sans explication de la plateforme numérique du mouvement de Jean-Luc Mélenchon. En cause, l'organisation d'un débat sur « l'entrisme islamiste »…
« *Bannis sans sommation* ». A la France insoumise, les procédures d'exclusion sont aussi brutales que nébuleuses.

C'est ce qu'ont pu constater les militants du groupe d'appui

« JR Hébert », basé dans le 18e arrondissement de Paris.

Comme le révolutionnaire « enragé » Jacques-René Hébert, auquel leur nom fait référence et qui fut guillotiné sur ordre de Robespierre en 1794, ces Insoumis déterminés ont vu le couperet leur tomber sur la tête : à la suite de l'organisation d'un débat sur le communautarisme, leur groupe a disparu de la plateforme numérique de la France insoumise.

En d'autres termes, ils ne sont plus reconnus comme des militants par le mouvement dont ils continuent à se réclamer.

Une exclusion qui pose question, alors que LFI paraît divisée en interne sur le sujet de la laïcité.

INTIMIDATIONS EXTERNES… ET INTERNES À LFI

Tout part d'une affiche tonitruante, placardée dans le 18e par les militants du groupe « JR Hébert » début novembre. Celle-ci annonce l'organisation d'une « *soirée-débat en musique sur le thème : entrisme islamiste dans le mouvement syndical*« , le 9 novembre dans un café de la rue de l'Olive.

Gérald Briant, adjoint communiste à la mairie d'arrondissement, tombe sur la pancarte et la publie sur Twitter, assortie du commentaire : « *Vu dans le 18e. Hallucinant.*«

La réunion fait beaucoup parler à gauche.
Et le groupe « JR Hébert » indique à *Marianne* avoir reçu de nombreuses pressions en amont : « *Notre première affiche a été arrachée et couverte par des pancartes de la Confédération nationale du travail (un syndicat anarchiste révolutionnaire, ndlr)* », témoigne Youcef Hadbi, une des figures du groupe.
Les militants décident alors de faire la publicité de l'événement sur le site de la France insoumise.
Mais à la suite du tweet de Gérald Briant, les interpellations

se multiplient. Elles viennent d'abord de l'extérieur : la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), une association concurrente du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et jugée plus radicale, passe des coups de fil décrits par Youcef Hadbi comme relevant « *de l'intimidation*« . Fabien Marcot, militant de la gauche radicale actif dans le 18e, voit dans l'organisation de la soirée une « *nouvelle preuve de la dangereuse dérive* » de la France insoumise, et interpelle directement sur Twitter les Insoumis Eric Coquerel, Alexis Corbière, Manuel Bompard et Danièle Obono.
Décidé à calmer le jeu mais déterminé à ne pas céder, le groupe se réunit et décide de « *changer le nom de la réunion pour le rendre moins polémique* » : « *l'entrisme islamiste dans le milieu syndical* » cède alors la place au « *communautarisme en milieu syndical*« .

Rien n'y fait : la remise en cause atteint désormais les cercles de la France insoumise.

Sans explication, l'événement disparaît de la plateforme numérique. Les militants de « JR Hébert » reçoivent alors, par le biais d'intermédiaires, des « *conseils* » émanant du directeur des campagnes de LFI, Manuel Bompard, décrit comme le « patron » du mouvement :

« *Abandonnez la réunion et rentrez dans le rang* ».

Une mise en garde vaine : les militants maintiennent la tenue de leur débat. La sanction est immédiate : le groupe « JR Hébert » est effacé des radars de LFI, sans explication.

« *Le ménage a été fait*« , se félicite Gérald Briant.

LE 18ème GANGRENÉ PAR LE

COMMUNAUTARISME ISLAMISTE ?

L'évolution du groupe, depuis sa fondation en même temps que la France insoumise en 2016 jusqu'à son exclusion de novembre, est emblématique des tiraillements que connaît le mouvement de Jean-Luc Mélenchon sur le sujet de la laïcité… dont pâtissent les défenseurs les plus acharnés.

Les militants de « JR Hébert » sont de ceux-là : atypique, le groupe est « *multiculturel, multinational, multiconfessionnel*« , se félicite l'un de ses tauliers, Dejan Kuzmanovic (le père de l'orateur national de LFI Djordje Kuzmanovic), immigré de Yougoslavie.

Une bonne part de ses membres sont d'origine algérienne, à l'instar de Youcef Hadbi, et ont vécu la montée de l'islamismelors des années de plomb en Algérie dans les années 1990.

D'autres sont des vétérans de la gauche radicale.

Tous, marqués par leurs diverses expériences, en ont tiré un farouche attachement à la « *République laïque et sociale*« .

Dejan Kuzmanovic résume : « *Ce qui nous a réunis, c'est l'engagement pour lutter contre toute forme de communautarisme, et l'utilisation politique de la religion*. »

Les militants de « JR Hébert » ne cessent de se réclamer du programme des Insoumis, *l'Avenir en commun*, et en particulier de son passage sur la laïcité, où figure la phrase « *Combattre tous les communautarismes et l'usage politique des religions*« . Eux s'y emploient à leur manière, pour le moins énergique.

« Le laxisme et l'abandon ont profité à la mouvance islamiste qui a pu travailler le quartier »

Rencontrés par *Marianne*, les activistes s'alarment de

l'implantation du « *communautarisme islamiste* » dans le 18earrondissement de Paris.

Ils nous décrivent un changement très rapide, apparu au grand jour après le printemps arabe, et engendré par l'installation dans le quartier de « *drôles d'oiseaux prêcheurs* » adeptes d'un islam radical, séparé du reste de la société. Les militants multiplient les anecdotes.

Dejan Kuzmanovic évoque sa voisine de palier, qui « *depuis son mariage avec un défenseur résolu de la cause salafiste n'a plus quitté son niqab noir* » ; Youcef Hadbi raconte avoir vu des « barbus » s'arrêter en pleine rue pour sermonner deux jeunes Maghrébins qui prenaient une bière à la terrasse d'un café ; il témoigne également de l'infiltration d'un foyer malien « *par des prêcheurs qui ont installé à l'intérieur une salle de prière, très vite devenue le rendez-vous de toute la proche banlieue venue écouter la bonne parole salafiste* » ; on cite également le cas de Khamzat Azimov, jeune Français d'origine tchétchène ayant commis un attentat au couteau rue de l'Opéraen mai, et qui a effectué ses préparatifs dans un hôtel rue de Pajol, au cœur du 18e.

Tous s'accordent sur les méthodes de cet « *islam politique* : *encerclement et visibilité*« . Mouh Dehmous, originaire d'Algérie,témoigne :

« *Je vis ici depuis 1957. Quand l'islamisme s'est installé en Algérie, je l'ai également vu se déployer dans le 18e arrondissement, qui a servi de base de repli au mouvement. Les conditions d'accueil n'étant pas nécessairement celles qui permettent d'élever des enfants dans des bonnes conditions, le laxisme et l'abandon ont profité à la mouvance islamiste qui a pu travailler le quartier* ».

Contacté, l'adjoint au maire PCF, Gérald Briant, défend lui une autre vision de son arrondissement : « *Il faut être très vigilant sur le phénomène salafiste mais ne pas tomber dans le fantasme,* juge l'élu. *Moi j'ai besoin qu'on me présente des cas avérés ; or aucune information ne me remonte en ce sens, il n'y a pas eu à ma connaissance de gardes à vue, d'opérations de police ou de justice liées à l'islamisme dans le 18e. C'est un arrondissement à la fois très populaire et très riche, où énormément de nationalités ont l'habitude de vivre ensemble. Il ne faut pas avoir de naïveté mais ne pas non plus entretenir des choses qui n'existent pas ».*

BATAILLE CONTRE DANIÈLE OBONO

Réel ou fantasmé, ce phénomène d'islamisation a profondément heurté les membres du groupe « JR Hébert », habitués à un arrondissement où « *les populations vivaient ensemble de façon laïque, en ayant une religion mais en la pratiquant dans le cadre privé sans imposer leurs croyances aux autres ».*

Il s'est greffé à un autre événement, beaucoup plus politique celui-là : le choix de la candidate aux législatives de la France insoumise dans le 18earrondissement. En février 2017, alors que le mouvement de Jean-Luc Mélenchon distribue ses investitures, la 17ecirconscription de Paris (qui inclut le 18e arrondissement) est attribuée lors d'une assemblée générale à Danièle Obono… pourtant inconnue de deux des principaux groupes d'appui du coin, le groupe « Hébert » et « CAR 18 ».

« *Plein de gens qu'on n'avait jamais vus sont venus à l'AG et nous ont imposé Obono comme titulaire aux législatives.*

On savait qu'elle était imposée par les caciques d'Ensemble et du Parti de gauche, donc on avait dit OK pour sa candidature« , relate, un peu dépité, Dejan Kuzmanovic.

« *Il fallait vite désigner la candidate pour passer aux présidentielles, on l'a donc choisie*« , abonde Youcef Hadbi. Dans une AG commune, les groupes « JR Hébert » et « CAR 18 » dénoncent alors les « *méthodes anti-démocratiques* » du processus de désignation, mais indiquent qu'ils continueront à soutenir LFI. Danièle Obono remporte la circonscription le 18 juin avec près de 300 voix d'avance sur son adversaire macroniste.

Le plus gros des membres du groupe Hébert fait défection pour en créer un nouveau, « JR Hébert », accusant certains militants issus du Parti de gauche d'avoir « *phagocyté le groupe Hébert* » dans l'intérêt de Danièle Obono.

Après le scrutin législatif, la bataille s'ouvre franchement entre la députée Insoumise et les militants laïques de « JR Hébert ».

« *On a compris après son élection qu'Obono avait publié des écrits avec le Parti des indigènes de la République (PIR)*, affirme Youcef Hadbi. *L'amitié qu'elle a manifestée à Houria Bouteldja était un autre indice. Et quand on essayait d'organiser des choses sur la laïcité, elle nous mettait des entraves.*«

Entre la militante politique issue du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et de l'extrême gauche décoloniale et les activistes attachés à une République laïque, un peu « bouffeurs de curés » (et d'imams !) sur les bords, le fossé politique est béant. Et l'hostilité ne tarde pas à s'installer.

« *Obono a fait de l'ostracisme avec nous*, se plaint Hadbi. *Elle sait qu'on n'est pas sur le même créneau politique du tout, qu'on la combat.* »

Les communications sont coupées ; en mai dernier, « JR Hébert » écrit à la députée Obono pour lui proposer une rencontre avec l'association Brigade des mères, qui lutte

contre la radicalisation religieuse dans les quartiers populaires. L'élue ne donne pas suite.

Contactée, Danièle Obono nous répond qu'elle n'avait « *pas de relation particulière* » avec le groupe « JR Hébert », indiquant que ces militants n'avaient « *plus rien fait* » jusqu'à l'organisation de la réunion du 9 novembre.

Il s'agissait pourtant du quatrième débat organisé par le groupe d'appui.

Concernant la rencontre avec la Brigade des mères, la députée LFI indique n'y avoir « *pas donné suite car après nous être renseignés sur l'association, nous avons eu des échos contradictoires* » à son sujet.

Concernant l'islamisation du 18e arrondissement, elle ne partage pas l'inquiétude de « JR Hébert » : « *Je ne sais pas sur quoi se basent ces affirmations*, répond-elle à *Marianne. Ça ne correspond pas à ce que j'entends des très nombreux et nombreuses habitantes, des collectifs et associations que je rencontre depuis plus d'un an et qui sont avant tout préoccupés par des problèmes de cherté des logements, de fermetures de classes dans les écoles, de chômage, de lutte contre les trafics, de recul des services publics, etc ».*

Enfin, concernant l'exclusion du groupe, tout en affirmant ne pas en avoir été informée, elle confie « *respecter la décision prise* » par la direction de la France insoumise. Sur la laïcité, la députée de Paris euphémise : « *La lecture du groupe 'JR Hébert' n'est ni la mienne ni celle du mouvement ».*

Ce conflit politique interne à la France insoumise, couplé à la progression de l'islamisme dans les quartiers populaires, a poussé les militants du groupe laïque à agir… d'autant qu'en parallèle, plusieurs membres affirment avoir reçu plusieurs témoignages relatant l'entrisme d'islamistes dans divers syndicats. « *Quand on a vu ça, on a décidé d'appuyer, et de*

dire les choses comme elles le sont sur la laïcité, livre Youcef Hadbi.

C'est fini, débattre entre gens convaincus. Nous on veut avoir le courage de discuter en public de ces questions ». D'où l'idée de cette soirée-débat polémique le 9 novembre, maintenue malgré le bannissement de « JR Hébert » de la France insoumise.

> *Les accusations de racisme sont absurdes et sans fondement. Les groupuscules et personnes qui les ont formulées ignoraient manifestement tout du contenu de l'événement.*
>
> *Fabien Nonyélu municipal LFI présent au débat organisé par le groupe « JR Hébert ».*

Le jour J, la trentaine de personnes venue au débat rue de l'Olive a eu droit à un comité spécial à l'entrée du café.

Une dizaine de militants de gauche radicale, pour partie issus du collectif « Rosa Parks » (un groupe de la mouvance décoloniale se réclamant de l'antiracisme politique), a accueilli le groupe « JR Hébert » à coups de slogans hostiles : « *A bas les fachos !*« , « *A bas les racistes !*« , distribuant des tracts appelant à une manifestation initiée par le collectif Rosa Parks.

Ce groupe, décrit par Youcef Hadbi comme une bande de « *perturbateurs endoctrinés*« , était mené par le militant Fabien Marcot.

Interrogé par *Marianne*, il livre sa version : considérant que le groupe « JR Hébert » se « *focalise sur les questions de laïcité avec vraisemblablement une obsession pour l'islam*« , et que « *l'entrisme islamiste dans les syndicats est réellement un non-sujet et une provocation de plus de la part de militants qui trouveraient sur ce thème plus de soutiens à droite ou à l'extrême qu'à gauche*« , l'activiste affirme avoir protesté contre la réunion afin de montrer aux « *habitants*

qu'il y a plus de militants anti-racistes que de militants islamophobes dans ce quartier« .

Fabien Nony, un élu insoumis du 20e arrondissement, estime quant à lui qu'il s'agissait d'une « *tentative d'intimidation* » et que « *les accusations de racisme ne manquent pas de sel quand on pense que beaucoup de membres du groupe 'JR Hébert' sont originaires d'Afrique du Nord…*« .

Il ajoute que les militants venus protester, constatant l'inefficacité de leur action, « *ont rapidement plié bagage en ignorant les appels des organisateurs à venir dialoguer à l'intérieur* ». Fabien Marcot nie de son côté avoir été invité à participer à la réunion, mais précise : « *Nous aurions évidemment refusé de donner du crédit, par notre participation, à ce débat nauséabond*« .

La réunion n'avait pourtant rien d'un rassemblement cryptofasciste.

Après une brève introduction du militant Claude Sauton fustigeant la tentation d'une partie de la gauche « *de s'allier avec des officines de l'islam politique, du moins de les caresser dans le sens du poil pour renforcer leurs effectifs et leur poids politique*« , plusieurs interventions se sont succédé : un syndicaliste de la RATP, un ancien de Sud-Education 93, un ancien de la CGT et un professeur de lycée (passé par plusieurs syndicats) ont tous décrit la manière dont la mouvance communautariste cherchait à faire avancer ses revendications en utilisant les codes du syndicalisme traditionnel.

Une offensive d'entrisme illustrée par l'organisation d'un stage en non-mixité raciale par Sud-Education 93. Les accusations de racisme ? L'élu Fabien Nony les juge « *absurdes et sans fondement. Les groupuscules et personnes qui les ont formulées ignoraient manifestement tout du contenu de l'évènement* ».

FRACTURE LAÏQUE CHEZ LES INSOUMIS

Aussi injustifiées soient-elles, ces critiques ont en tout cas justifié l'excommunication de « JR Hébert » de la France insoumise.

Aux yeux des militants pro-laïcité du groupe, elles illustrent une querelle politique fondamentale qui traverse le mouvement : la fracture entre des partisans d'une ligne républicaine, universaliste et intransigeante envers les revendications religieuses, et une autre gauche qui cèderait elle aux sirènes du communautarisme, allant même jusqu'à être influencée par les thèses du Parti des indigènes de la République (PIR).

Alarmés par les signaux contradictoires envoyés par les cadres de LFI à ce sujet, les membres de « JR Hébert » dénoncent une faute morale doublée d'une erreur stratégique :

« *Mélenchon considère qu'il y a plus à gagner en fermant les yeux sur l'avènement de l'islamisme dans la phase de conquête du pouvoir,* regrette Mouh Dehmous. *Cela n'a pas de sens : tous les musulmans à qui je parle ne voteront pas Mélenchon s'il fait de l'indigénisme*« .

Pour Dejan Kuzmanovic, « *les musulmans normaux sont bien plus nombreux que les islamistes*« , et se détourneront de LFI si le mouvement se laisse aller à des ambiguïtés avec l'islam radical.

Ces considérations, le groupe les développe dans un courrier de protestation contre l'exclusion du groupe envoyé à Manuel Bompard et Jean-Luc Mélenchon. Dans cette lettre, que nous avons pu consulter, il est notamment écrit :

« (…) Nous ne comprenons pas la complaisance de la direction de la FI avec [des] groupes islamistes qui ne représentent pas la volonté et l'expression majoritaire des populations issues de l'immigration de ce pays ».

Les militants de « JR Hébert » n'ont reçu aucune réponse de la part de la direction de LFI à ce stade. Sollicité par *Marianne*, Manuel Bompard n'a pas donné suite. La disparition subite de ce groupe d'appui confirme en tout cas que la laïcité est source de fortes tensions en interne chez les insoumis. Djordje Kuzmanovic, orateur national de LFI et représentant convaincu de la ligne « républicaine », a été le seul cadre à s'exprimer publiquement sur le sujet.

Dans un post Facebook, il a clamé son « *appui total au groupe d'appui Hébert du 18e arrondissement de Paris*« , décrivant une « *radiation injuste (…) sans aucune discussion. C'est en soi gravement problématique et révélateur des dérives autoritaires de certains*« .

Kuzmanovic développe, décrivant une profonde cassure interne dans le mouvement de Jean-Luc Mélenchon :

« *Cela illustre la dérive idéologique de certains à la FI, incapables, de peur de froisser Mediapart et quelques gauchistes, de combattre cette forme spécifique de fascisme. Quel dommage !* »

Ce mardi 27 novembre, Djordje Kuzmanovic, déjà fragilisé, a justement été éjecté de la liste des européennes par le comité électoral de la France insoumise, avant d'annoncer dans une tribune à Marianne qu'il quittait LFI. Pas de quoi rassurer les laïques du groupe « JR Hébert ».